

# Démocratiser le savoir: un rapport sur l'éditeur scientifique Elsevier

## Comment les éditeurs scientifiques commerciaux menacent l'avenir des connaissances scientifiques

En 1995, un article rédigé par le journaliste [John Hayes](#) et paru dans le magazine *Forbes* prédisait que le géant de l'édition scientifique, Elsevier, serait la « première victime d'Internet ». Vingt-trois ans plus tard, Hayes n'aurait pas pu se tromper davantage. Sa théorie partait de l'idée qu'avec l'avènement de l'Internet, la diffusion de la recherche académique devrait/serait effectivement réduite à un coût quasi nul et que, de ce fait, les maisons d'édition qui dépendaient si largement des abonnements à des revues écrites s'écrouleraient. John Hayes a toutefois mal estimé le pouvoir et le contrôle que ces éditeurs possédaient, que ce soit en termes de taille, de stratégie et de puissance sur le marché, de contrôle sur les structures de carrière universitaire et par le biais des [droits d'auteurs et de la propriété des données universitaires](#).

Elsevier, [le plus grand des éditeurs scientifiques](#), a construit un empire reposant dans une large mesure sur des rachats et des fusions avec des maisons d'édition plus modestes et leurs revues. Leur modèle commercial était et reste simple: faire en sorte que les chercheurs/euses vous remettent leurs travaux gratuitement, avec les droits d'auteur qui y sont liés; faire en sorte que d'autres universitaires publient et analysent ces travaux, généralement gratuitement, et vendre

ensuite le même contenu aux établissements d'enseignement supérieur et aux instituts de recherche ainsi qu'aux organes gouvernementaux, aux médecins et au personnel soignant, aux laboratoires de recherche privés, aux organisations de l'éducation, aux chercheurs/euses scientifiques, aux responsables politiques, aux étudiant(e)s, aux ONG, aux hôpitaux et aux professionnel(le)s de la santé, et à pratiquement toute autre personne utilisant la recherche académique.

Le verrouillage systématique était simple à réaliser dans ce cas de figure: les chercheurs/euses devaient publier leurs travaux dans des revues respectées, souvent détenues par Elsevier, pour demander un financement supplémentaire et progresser dans leur carrière. Simultanément, les bibliothèques scientifiques devaient avoir accès à autant de revues que possible afin que les chercheurs/euses puissent poursuivre leurs travaux. Tout ce qu'Elsevier devait faire pour lutter contre la menace de l'Internet était de transférer l'ensemble des revues en ligne et pratiquement rien d'autre ne devait changer.



## Elsevier: une menace directe pour l'avenir des connaissances scientifiques

Elsevier demeure l'un des principaux obstacles à l'accès du public à la recherche, en empêchant qu'elle soit utilisée comme un bien public pour l'éducation et le progrès de notre société. La majeure partie de la recherche que publie Elsevier reste cachée derrière les murs d'un service payant, une forme de discrimination de la connaissance à l'égard des personnes financièrement moins favorisées que les instituts de recherche ou les individus les plus riches. Cette maison d'édition a atteint sa position monopolistique par une combinaison de stratégies de prix agressives, empêchant activement l'émergence de tout type de marché concurrentiel et gratuit, de lobbying politique extrêmement vigoureux et de mise à profit de procédures d'évaluation de la recherche fonctionnant très mal.

Elsevier se profile donc aujourd'hui, sur un « marché » de l'édition scientifique particulier, comme un acteur de premier plan dans la commercialisation de la connaissance, des données de recherche et de l'éducation. Cette situation a des conséquences directes sur le libre accès à la recherche et au matériel pédagogique, empiète souvent sur la liberté académique et l'autonomie des chercheurs(euses) et limite l'innovation à l'intérieur du secteur de la communication scientifique. En son état actuel, Elsevier ne saurait faire partie d'un quelconque avenir durable de la communication scientifique dont l'objectif premier est l'intérêt public.

Voici quelques-unes des critiques principales concernant les pratiques commerciales d'Elsevier:

- recours à des « accords de non-divulgation » pour empêcher les clients de voir combien chacun d'entre eux paie pour les services d'Elsevier, supprimant ainsi toute concurrence potentielle ou sensibilité aux prix;
- lobbying contre des politiques progressistes d'accès ouvert et soutien à celles qui visent à ralentir sa croissance (par exemple, la Loi sur la recherche (RWA, ou Research Act Law). Ceci inclut historiquement l'association de l'accès public à une menace pour l'intégrité scientifique et la qualité de la recherche ainsi qu'une censure du gouvernement;
- génération de bénéfices annuels nets excessifs d'environ 37 pour cent, dont une grande partie provient de dépenses de fonds publics (estimés entre 68 et 75 pour cent de ses recettes totales);
- fourniture d'une méthode d'analyse et de mesure pour le secteur de l'édition au sens

large, ce qui constitue un énorme conflit d'intérêts;

- fourniture d'une série de services et d'outils qui forcent les utilisateurs et les fournisseurs (ainsi que leurs concurrents) à dépendre d'Elsevier pour leurs flux de travail (en d'autres termes, contrôle de l'ensemble des processus de recherche depuis la découverte jusqu'à l'évaluation), compromettant ainsi gravement les libertés et l'autonomie académiques normales; et
- liens historiques avec le commerce des armes, la publication de fausses informations et de revues « sponsorisées », voire de contenu plagié.

## Conséquences d'une culture du « publier ou périr »

L'influence qu'Elsevier a eue sur les cultures modernes de recherche est profonde. A l'heure actuelle, les scientifiques se trouvent pris dans un système où le lieu de publication importe généralement plus que le contenu proprement dit. Cela induit une culture scientifique dans laquelle les chercheurs/euses se battent pour un espace artificiellement limité dans des revues, dont le contenu est davantage ajusté pour correspondre à la marque de la revue (et donc à sa vendabilité) qu'à une quelconque valeur intrinsèque à la recherche elle-même. C'est ce que l'on appelle la culture du « publier ou périr », dans la mesure où les systèmes de récompense académique reposent désormais souvent sur des critères superficiels, tels que le classement de la revue ou des facteurs d'influence, toutes choses qui sont indépendantes de tout chercheur individuel ou de sa recherche.

Ce système conduit à son tour à une prolifération de ce que l'on appelle généralement des « pratiques de recherche douteuses », qui donnent lieu à une concurrence malsaine, à la publication de descriptions très orientées de processus et de résultats de recherche et, en fin de compte, à une compréhension globale faussée de la recherche scientifique.

La préoccupation croissante est que cela crée des conditions de travail scientifique malsaines, dans lesquelles il devient de plus en plus courant d'entendre des récits d'[intimidation académique](#), des cas d'abus de pouvoir et où l'on constate une multiplication des [problèmes de santé mentale](#), en particulier chez les jeunes chercheurs/euses. Elsevier est peu enclin à reconnaître son rôle dans ce système ou à adapter son comportement

en s'écartant de ce qui est un commerce exceptionnellement rentable, fondé sur des incitations faussées au sein des établissements d'enseignement supérieur.

## Rôle futur potentiel des syndicats

A l'heure actuelle, les syndicats de l'enseignement supérieur disposent d'une incroyable marge de manœuvre pour s'engager davantage dans la contestation des pratiques commerciales d'Elsevier et d'autres acteurs clés du secteur de l'édition scientifique. Elle consiste essentiellement à s'opposer au comportement d'Elsevier qui cherche à se créer une rente, tout en contribuant simultanément à l'accélération d'un mouvement mondial en faveur d'un écosystème de libre accès plus durable, défendant les droits d'auteur des scientifiques et leurs libertés et aidant à créer des procédures d'évaluation de la recherche scientifique plus justes et indépendantes de toute influence commerciale. Des efforts coordonnés visant à informer les membres des syndicats sur l'accès ouvert seront essentiels pour parvenir à une compréhension plus uniforme de l'effet négatif d'Elsevier et de ses pratiques commerciales. Les syndicats ont un rôle unique à jouer parce qu'ils sont en mesure d'influencer le pouvoir largement inexploité des communautés académiques mondiales et de leur permettre d'influencer les changements plus vastes en cours dans la communication scientifique.

Le moment de s'engager est idéal, étant donné que des changements importants interviennent actuellement dans le paysage mondial, où des groupements de bibliothèques et d'établissements d'enseignement supérieur se mobilisent et collaborent pour la première fois pour lutter contre les pratiques commerciales rétrogrades d'Elsevier et consorts. Par le biais d'une coordination stratégique entre ces groupements et les syndicats de l'éducation concernés, nous pourrions être à un tournant de l'histoire, où la gouvernance et la propriété de la communication scientifique sont rendues au public et au secteur de la recherche au sens large.

KNOWLEDGE  
BEFORE PROFIT

#democratiseknowledge

## Approches stratégiques recommandées pour s'opposer à Elsevier

1. **Libertés académiques** : un rôle clair est dévolu aux syndicats pour contester des critères et des cultures de résultats de recherche mal conçus (à savoir l'utilisation abusive des classements des revues comme mesures de la performance), qui pourrait servir de catalyseur et de soutien à des changements plus larges dans la communication scientifique selon des modèles plus justes et plus durables favorisant la liberté académique et l'autonomie des chercheurs/euses. Il conviendra de négocier les critères de promotion professionnelle qui reconnaissent le libre accès et des bourses d'études ouvertes au niveau des établissements et sur le plan national pour encourager un mouvement culturel orienté vers l'équité, l'ouverture et la liberté au sein des communautés de recherche.
2. **Propriété intellectuelle** : le personnel académique doit conserver les droits d'auteur sur ses travaux afin de contribuer à en préserver l'intégrité, la réutilisation, la reconnaissance adéquate et la diffusion maximale. Les modèles de conservation des droits d'auteur, tels que le « modèle de Harvard » ou la Scholarly Communication License britannique, seront extrêmement utiles pour y parvenir et devraient être de plus en plus largement adoptés pour soutenir les droits d'auteur, tout en renforçant la diffusion des travaux scientifiques par un auto-archivage, également connu sous le nom de libre accès « vert ».
3. **Droit d'accès à la connaissance** : longues périodes d'embargo, droits d'abonnement élevés et frais élevés de traitement des articles (APC) sont des charges imposées par Elsevier qui devraient être contestées afin d'obtenir leur réduction, voire leur suppression. Une campagne destinée à sensibiliser à l'impact des pratiques d'Elsevier sur la communication scientifique devrait être menée afin de mobiliser les chercheurs/euses sur ce point.
4. **Argent public transformé en bénéfices privés** : lorsque des informations sont disponibles à l'échelle nationale concernant des contrats de licence entre des instituts de recherche et des éditeurs, il convient de rechercher si des enquêtes nationales sur le fonctionnement du marché ont lieu d'être menées. En ce qui concerne les APC versés aux revues hybrides d'Elsevier, il existe plusieurs voies possibles. La première consiste à inciter les bailleurs de fonds de la recherche à refuser de verser

les APC et, en fin de compte, à supprimer les modèles de financement hybrides dans leur totalité. La deuxième option, dont l'impact est plus réduit, serait que les bailleurs de fonds refusent de payer les APC à moins qu'Elsevier n'instaure un mécanisme acceptable de compensation. La troisième option et la plus percutante consiste à inciter les bailleurs de fonds à financer exclusivement la publication dans des lieux d'accès totalement libre afin de contribuer à accélérer la transition vers un écosystème d'accès totalement libre. Toute économie de coûts qui en résulterait devrait être intégralement réinvestie dans la recherche scientifique et l'écosystème de communication, notamment en soutenant les infrastructures bibliothécaires et le personnel académique et en créant un environnement de travail plus propice pour ceux-ci. Cela va également dans le sens des développements récents et actuels du « Plan S » de l'Union européenne.

5. **Déficit démocratique et transparence :** Recenser les domaines dans lesquels Elsevier influence directement la politique publique. Les syndicats de l'enseignement supérieur et de la recherche devraient s'engager aux côtés des responsables politiques pour sensibiliser le public et réduire ou supprimer, si nécessaire, l'influence d'Elsevier. De bonnes pratiques en matière de contrats devraient être élaborées afin de permettre aux communautés scientifiques nationales et internationale de prendre des décisions transparentes et éclairées. A côté de cela, les instituts de recherche doivent rassembler et échanger des données sur l'utilisation des séries d'Elsevier. Ces données peuvent servir à renforcer les positions de négociation individuelles (au niveau des institutions et sur le plan national) et à justifier la résiliation des licences à tarif avantageux en cas d'abonnement groupé à des revues publiées par Elsevier, le cas échéant.

6. **Nécessité de s'organiser et de former des coalitions :** Dans les pays où aucun groupe de négociation n'a encore été mis en place, ils devraient être créés afin de renforcer leur position contre Elsevier. Chaque coalition devrait être incitée à adopter les principes de négociation LIBER et à y adhérer. Lorsque des groupements négocient déjà avec Elsevier et d'autres éditeurs, ils devraient être soutenus en suivant la tactique adoptée par les groupements allemands et suédois. Afin de réduire l'impression de risque d'échec associé à ces négociations (à savoir un scénario d'absence d'accord), il convient de renforcer les voies légales à différents niveaux, par exemple en utilisant des services de partage de documents, comme les prêts entre bibliothèques.
7. **Alternatives à Elsevier et approches commerciales connexes :** Il est possible qu'une stratégie de coordination efficace empêche l'utilisation du flux de travail envisagé d'Elsevier avant qu'il soit pleinement intégré et offre des solutions alternatives plus durables et ouvertes aux chercheurs/euses. L'important est de mobiliser les instituts de recherche et les bibliothèques afin qu'ils ne souscrivent pas à ces services et travaux détenus par Elsevier et de sensibiliser aux solutions alternatives de la communauté. Un soutien supplémentaire devrait être apporté à ceux/celles qui cherchent une alternative à Elsevier pour publier leurs revues.

KNOWLEDGE  
BEFORE PROFIT

[www.unite4education.org](http://www.unite4education.org)  
#unite4ed



Education International  
Internationale de l'Éducation  
Internacional de la Educación  
Bildungsinternationale